

ARRÊTÉ N° 2026 - 302

Objet : Demande d'Autorisation de Construire, d'Aménager ou de Modifier un Etablissement Recevant du Public (ERP).

Financière de la Rochette- Reclassement d'un immeuble de bureau en ERP, 3 allée Moulin Berger à Écully
ERP de 5^{ème} catégorie.

Le Maire au nom de l'État,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et L2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public,

Vu l'arrêté du 22 juin 1990 relatif au règlement de sécurité dans les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2025-06-06-0001 du 6 juin 2025 portant renouvellement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral n°69-2025-06-16-00015 du 6 juin 2025 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu la circulaire du 22 juin 1995 du ministère de l'intérieur,

Considérant la demande d'autorisation n°AT 069 081 2600026 déposée le 23 juin 2026 par la Financière de la Rochette représentée par Monsieur Romain COLMART,

Considérant les pièces complémentaires déposées le 12 août 2026,

Considérant l'avis favorable assorti de prescriptions de la sous-commission départementale d'accessibilité en date du 21 juillet 2026,

Considérant la notice de sécurité relative au projet,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'autorisation relative aux travaux décrits dans la demande est **accordée**.

ARTICLE 2 : Les prescriptions de la sous-commission départementale d'accessibilité figurant dans le rapport ci-annexé devront être respectées.

ARTICLE 3 : Un dossier de demande d'autorisation de travaux devra être déposé pour chaque lot par les futurs exploitants.

ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et notamment des articles PE1 à PE 27. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ainsi que des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Les voies en impasse supérieures à 60m de long doivent être aménagées dans leur partie terminale, de manière à permettre le retournement du véhicule de lutte contre l'incendie. Toutefois, pour les petits ERP recevant moins de 20 personnes, la voie en impasse peut être portée à 100m avant la mise en place d'une aire de retournement. Les adresses des constructions doivent correspondre à celles relatives à l'accès des secours. A ce titre, la numérotation doit être visible depuis la voie publique ou privée, pour faciliter l'intervention des services de secours.

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03, ou sur l'application www.telerecours.fr). Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision dans ce même délai de deux mois. Ce recours gracieux prolongeant le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit, soit dans les deux mois suivant la réponse expresse de rejet au recours gracieux, soit dans les deux mois qui suivent la naissance d'une décision implicite de rejet, laquelle intervient en cas d'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois suivant le recours gracieux.

Fait à Écully, le 14/10/2026

- notifié le 16 OCT. 2026

- affiché le 16 OCT. 2026

Certifié exécutoire le 20 OCT. 2026

Par délégation du Maire,
L'Adjoint à l'Urbanisme et au Logement



Loïc ALIRAND

Par délégation du Maire,
L'Adjoint à l'Urbanisme et au Logement



Loïc ALIRAND